



1^{er} MAI : NOUS EXIGEONS UN MONDE DE PAIX ET DE PROGRÈS SOCIAL ! L'ARGENT POUR LES HÔPITAUX, L'INSTRUCTION, POUR LES BESOINS SOCIAUX, PAS POUR LA GUERRE

La mise en place d'une internationale d'extrême droite autour de Trump, Poutine et Netanyahu notamment, soutenue par une partie du capital, fait peser sur le monde du travail des risques inédits.

La guerre détruit les vies de millions de personnes en Palestine, en Ukraine, au Soudan et dans tant d'autres champs d'horreurs. Partout où la guerre fait rage, nous demandons l'arrêt des combats et une paix juste et durable, reposant sur le respect du droit international.

Les logiques guerrières et impérialistes conduisent le monde du travail vers l'abîme. Les droits sociaux, démocratiques, environnementaux et syndicaux sont attaqués de toutes parts. Les services publics, piliers indispensables de la cohésion de nos sociétés, sont asphyxiés sous couvert d'effort de guerre.

Plus encore, c'est l'idée même de paix, désormais revendiquée par l'extrême droite, qui est dénaturée.

La paix n'a jamais été la loi du plus fort : c'est le respect du droit international, du droit à l'autodétermination, à la souveraineté des peuples et à la justice sociale.

Car l'impératif de paix ne peut se penser sans la justice sociale. La soif de profits des classes possédantes, jamais épandue, mène à la guerre sociale perpétuelle, à l'affaiblissement de la condition du monde du travail par la baisse des salaires, par la destruction de nos services publics et par la crainte constante du chômage.

C'est sur ce terreau des politiques gouvernementales que prospère l'extrême droite.

La guerre économique pour le partage du monde, prolongement de la guerre sociale, accentue systématiquement les risques de conflit armé. Plus que jamais, la logique de profit détruit le travail, la cohésion sociale et l'environnement.

C'est contre cette logique, contre les politiques guerrières et de régression sociale que se dresse le monde du travail.

Contre la compétition économique et le militarisme, nous opposons le renforcement des coopérations, de la solidarité, des services publics et de la paix.

Parce qu'un monde de paix n'émergera pas sans progrès social, et contre la désintégration du monde du travail, l'heure est au sursaut et à la bataille pour nos droits : droit au salaire, droit à la retraite, droit à l'éducation, droit à l'emploi, droit à la liberté, droit à la santé.

Nous revendiquons :

- L'arrêt immédiat de tous les conflits qui ensanglantent la planète, au profit d'une paix juste et respectueuse des aspirations des peuples ;
- L'égalité femme-homme en toutes circonstances ;
- L'augmentation générale des salaires, des traitements, des pensions et des minima sociaux ;
- L'abrogation de toutes les exonérations de cotisations sociales ;
- La défense de la Sécurité sociale, et notamment de l'assurance chômage ;
- Le retour à la retraite à 60 ans, à taux plein après 37,5 annuités ;
- La défense des services publics et la renationalisation de ceux qui ont été privatisés ;
- La défense de toutes les conventions collectives et des statuts de la Fonction publique ;
- Le respect des normes sociales et environnementales ;
- Le respect de la laïcité ;
- Le refus de la remise en cause du droit du sol et la lutte contre l'antisémitisme, l'obscurantisme, le racisme, la xénophobie et toutes les formes de discriminations.

Ni le patronat, ni le gouvernement ne nous feront de cadeaux sans mobilisation massive.

Ne nous laissons plus faire ! Gagnons le progrès !

Nous appelons toutes et tous à descendre dans la rue le **1er mai 2025**, à faire grève et à rejoindre la manifestation pour gagner un monde de paix et de justice sociale !

Manifestation le 1^{er} mai - 10h30 esplanade Saint-Vincent, Saint-Malo